SECONDE LETTRE

Case
FRC
7029

A

M. RABAUD DE St-ÉTIENNE,

SUR

LA RAISON ET LA LOGIQUE.

Par un Aristocrate sans le savoir.

MARS 1790.

MdW 14321

THE NEWBERRY LIBRARY
CHICAGO

SECONDE LETTRE

A

M. RABAUD DE St-ÉTIENNE.

S'IL est beau, MONSIEUR, d'embrasser tous les hommes d'un regard de paix, de douceur et d'indulgence; de voir toujours à côté de leurs fautes, l'excuse qui la répare ou l'affoiblit; de découvrir dans leurs vices même, les germes égarés de quelque vertu; de s'occuper sans cesse à jeter des voiles sur les difformités de la nature humaine, pour embellir encore ses beautés; d'élever une voix terrible contre la calomnie, et de placer une voix suppliante entre la justice et le crime : en un mot, s'il est beau d'être *charitable*, il faut convenir aussi qu'il est bien utile d'être vraiment raisonnable.

Qu'il est utile, en effet, mais qu'il est rare, de savoir toujours mesurer ses paroles sur ses idées, ses idées sur les objets, les objets sur leur valeur véritable, et leur valeur sur l'utilité réelle! Cet heureux accord détermine à la fois la *beauté* et la *bonté* morale ; c'est lui qui met un sceau divin à la perfection des œuvres de l'esprit, comme à celle des actions humaines.

Aussi, Monsieur, l'un des grands malheurs de la révolution des empires, est de forcer par-tout la raison à se taire devant des passions ennemies, qui dans leurs combats terribles ne s'accordent qu'à l'étouffer ou la proscrire.

Dans ces temps malheureux, discours, écrits, idées, sentimens, tout sort de ses justes mesures, comme un torrent brise ses digues ; dans les discours les plus éloquens, dans les écrits les plus vantés, on ne trouve plus ce juste rapport entre l'expression et les pensées, entre les pensées et les choses, qui fait le caractère de la raison : on ne décou-

vre plus cette proportion des idées aux sentimens, de ce qu'on veut, à ce qu'on doit vouloir, qui fait le caractère de la sagesse : par-tout, au contraire, vous voyez l'exagération qui marque l'erreur dans les opinions, et l'impétuosité qui signale la folie dans les actions.

Aimable et douce raison, tu fuis tous les excès ; le despotisme t'épouvante, et l'anarchie te fait gémir ; tu contemple avec douleur le cours destructeur de ces torrens, et tu les laisse couler, en mêlant à leurs eaux fangeuses quelques larmes qui tombent de tes yeux.

Votre excellent esprit, Monsieur, auroit-il donc échoué à ces écueils formés par la passion ; j'ai quelques raisons de le croire ; permettez que je vous les expose.

C'est un grand défaut de logique, mais bien commode, et bien commun, de mettre en *principe*, ce que nos adversaires posent en *thèse*. Je ne sais si je me trompe ; votre motion m'a

paru fondée toute entière sur la supposition du fait à la place de la question.

Vous ne disconviendrez pas que des hommes de sens et pourvus de quelques lumières, soutiennent de très-bonne foi, par exemple, que notre constitution nouvelle est vicieuse, que les pouvoirs politiques n'y sont point assez séparés, ni suffisamment balancés, qu'enfin l'union de la démocratie à la monarchie, sans milieu, sans corps intermédiaire, est un monstre qui peut dévorer la France, ou se déchirer lui-même. Voilà, certes, une très-grande thèse, et digne d'un profond examen.

D'autres, en avouant que la suppression des dixmes, le rachat des droits féodaux, l'envahissement des biens du Clergé, l'abolition de la gabelle et autres choses semblables, peuvent être des opérations bonnes en elles-mêmes, soutiennent que vous les avez outré, déplacé, précipité ; qu'en un mot vous avez, comme l'a dit l'un des vôtres, *fait très-mal le bien.* Voilà encore une thèse

digne d'attention, et propre à de grandes discussions.

Dans cet état présent des opinions, il me semble qu'un homme exact et judicieux, ou n'auroit rien dit en public sur les opérations de l'Assemblée nationale, ou du moins n'en auroit parlé qu'avec ces expressions modérées et suspendues qui conviennent au doute raisonnable, et qui sient si bien, même à la science modeste.

Voilà, Monsieur, le ton de l'équité, celui de la saine raison; voilà le ton qui devoit orner la bouche persuasive de M. de Saint-Étienne.

Mais dire à la France : *écoutez-moi, tout ce que nous avons fait est le mieux possible ; et rien de ce que nous avons fait ne devoit se faire autrement. Les censeurs qui nous accusent d'avoir omis quelque bien, ont évidemment tort ; ceux qui nous accusent d'avoir fait quelque mal, ont mille fois plus tort encore, et tous ces hommes sont des traîtres qui ne veulent que votre ruine.*

Tout cela n'est propre qu'à des Rhéteurs qui méprisent la logique ; et tout cela, Monsieur, est par conséquent fort indigne de vous, qui n'êtes étranger à rien de bon et de vrai, de vous dont le caractère modéré semble si bien fait pour se plier aux mesures précises où se renferment toujours la raison, la justice, et même la véritable éloquence.

Je sais bien que je ne rapporte point vos propres paroles, vous avez trop de goût pour les prononcer ainsi ; mais je présente l'extrait de vos idées, et je dis que la passion de plaire au plus grand nombre vous a fait négliger le talent que vous possédez de plaire au nombre choisi.

Je trouve encore ceci dans votre discours : vous accusez de contradiction les censeurs de l'Assemblée nationale, parce qu'ils lui reprochent, dites-vous, tantôt e *faire trop*, et tantôt de *faire trop peu ;* quelquefois d'agir *trop vîte*, et d'autres fois d'agir *trop lentement*.

Permettez-moi, Monsieur, de vous

faire remarquer que la saine logique ne permet point de raisonner contre quelqu'un, en séparant ce qu'il a soin d'unir, ou en unissant, ce qu'il a soin de séparer.

Ainsi vos censeurs trouvent que vous en avez *trop fait* d'un côté, et *trop peu* d'un autre, *trop vîte* certaines choses, et *trop lentement* d'autres. C'est, par exemple, une imputation triviale, que vous avez détruit *trop vîte*, et réédifié *trop lentement*, que vous avez trop subitement anéanti certaines propriétés, certains impôts, et que vous les avez remplacés trop tard; que vous avez trop fait pour une portion du peuple, (ce qui dans le fond est *faire* contre lui) tandis que vous avez fait trop peu pour le pouvoir exécutif qui fait la sureté du peuple en le contenant.

Ces imputations, je le répète, peuvent n'être point justes; mais sont-elles contradictoires? J'en appelle à votre raison.

J'ai lu, Monsieur, dans votre discours ces mots étonnans; *la banqueroute est impossible*. A peine en ai-je cru mes

yeux. Ce terme *impossible* est si vaste, il a si peu de proportion avec l'étendue bornée de notre entendement, qu'à peine un homme d'une raison sévère, et parlant ou écrivant pour le public, s'en permet l'usage dans les sciences mathématiques ; mais en morale, mais en politique, mais dans tout ce qui concerne la destinée des Etats et sur-tout de leurs finances, le mot *impossible* répété dix fois comme le mot propre, n'est guère une expression de *logique* ; la seule rhétorique emploie ces grands mots pour enflammer les têtes ardentes, ou faire tourner les têtes légères.

Tous ces termes exagérés et qui frappent à vide, parce qu'ils ne sont point mesurés sur la juste dimension de leurs objets, peuvent se comparer à ces coups violens qui portent à faux, pendant que les tranquilles spectateurs rient en eux-mêmes du coup manqué ; le maître du bras sent quelque honte et quelque douleur.

Assurément, Monsieur, c'est le mot

difficile que vous avez voulu dire au sujet de la banqueroute, et vu les circonstances, ce terme, en vérité, est encore bien assez fort.

La banqueroute est impossible!

Hélas, Monsieur, je ne demande pas mieux, et j'ose avancer que j'y suis plus intéressé que vous; mais par malheur, mon intérêt ne fit jamais ma croyance; cependant il faut tout dire, si je n'ai pas comme vous le bonheur de croire la banqueroute impossible, je n'ai pas aussi, comme tant d'autres, le chagrin de la juger inévitable. J'espère donc qu'elle ne se fera pas; mais avant de vous expliquer en peu de mots, les motifs de mon espérance, souffrez que nous examinions les raisons de votre conviction parfaite.

Il y a, Monsieur, une manière de raisonner vicieuse, que la logique qualifie, autant qu'il m'en souvient, *de faux dénombrement;* et je ne sais si vous n'y tombez point au sujet de cette *banqueroute impossible.* En effet, les causes diverses que vous dénombrez, loin de la

démontrer *impossible*, ne la feront pas même paroître difficile ; et j'en sais une que vous ne dites pas, et qui seule peut-être pourroit écarter ce honteux malheur. Écoutons d'abord votre démonstration. *La banqueroute est impossible*, dites-vous, *parce que la France payoit ses dettes sous le régime du despotisme ;* d'où vous concluez qu'elle *les payera sous le régime de la liberté.*

Premièrement, la France ne payoit pas trop bien ses dettes sous le régime du despotisme ; car emprunter sans cesse, et former un énorme *déficit*, c'est augmenter ses dettes, et non pas les payer.

D'ailleurs, le régime de la liberté n'a point une liaison essentielle avec la richesse ; quelques politiques rigides prétendent même qu'entre la richesse et la liberté il y a plutôt opposition que liaison ; quoi qu'il en soit, supposez une grande dette à la Suisse, et je doute qu'elle la paye ; supposez même qu'il vous eût plu de réduire la France en

républiques fédératives, (ce qui eût été magnifique, comme chacun sait,) nous aurions eu le régime de la liberté dans sa plénitude systématique, et la banqueroute dans son étendue la plus réelle.

Vous ajoutez, Monsieur, que *la banqueroute est impossible, parce que nous avons un immense numéraire enfoui ; mais qui rentrera dans la circulation quand vous aurez dissipé la terreur panique.*

Vous avez raison, Monsieur, mais il s'agit de la dissiper, cette *terreur panique ;* et j'ose vous demander si vous regardez comme absolument *impossible* que, malgré vos efforts, cette terreur subsiste encore assez pour vous exposer à tous les maux de la *banqueroute* ou de la cessation des paiemens?

Car enfin, d'où vient-elle cette terreur ? si je ne me trompe, c'est de la suspension des paiemens en argent : et comment pouvez-vous trouver assez d'argent pour payer ce que doit l'Etat ? je ne sais qu'un moyen ; c'est de

ranimer la confiance : je vous vois donc enfermé dans un cercle fort embarrassant ; vous ne pouvez payer en argent, parce que la confiance publique vous manque ; et vous ne pouvez ranimer la confiance publique, parce que l'argent vous manque. Ainsi, pour avoir de l'argent, il vous faut la confiance ; et pour obtenir la confiance, il vous faudroit de l'argent.

Vous allez tenter, pour sortir de ce cercle de fer, la création des *billets-assignats* sur les biens du clergé ; réussirez-vous ? dompterez - vous les alarmes de l'opinion ? ne ranimerez-vous pas un agiotage funeste ? je n'entre point dans ce secret, il exigeroit trop de détails ; mais je vous jure que pour l'intérêt public, et pour le mien, j'adresse au ciel des vœux sincères pour le succès d'une opération si décisive.

La banqueroute est impossible, parce que nous avons, continuez - vous, *un*

immense revenu foncier et plusieurs fois autant de revenu industriel. (*)

(*) J'avoue que je n'entends point cette assertion ; je puis me tromper et même je le présume ; mais il me semble que les revenus d'un ouvrier d'industrie ne sont composés que de la somme des productions du sol qu'il consomme ; et dans ce cas, le prix total des revenus de l'industrie de l'État seroit assez exactement représenté par le prix total des denrées que tous les ouvriers du royaume consomment. Or, si l'on considère qu'indépendamment des denrées consommées par les propriétaires, par les agriculteurs, et tous ceux qui ne sont point ouvriers d'industrie, la France vend encore ses blés, et les vend à l'étranger ; on verra combien il s'en faut que les revenus de l'industrie soient l'équivalent des revenus de l'agriculture. D'ailleurs les produits de l'industrie ne peuvent augmenter dans un pays agricole, sans que les produits de l'agriculture n'augmentent de prix dans la même proportion ; le prix des denrées et le prix des ouvrages d'industrie sont réciproquement liés.

Cette erreur (du moins je la crois telle en économie politique) me conduit à une autre qui m'a frappé vers la fin de votre discours. Vous assignez, Monsieur, deux causes de nos dangers actuels ; l'une est la rareté de l'argent, l'autre est l'abondance du papier ; or, il me semble qu'aucune de ces deux causes n'est la véritable.

On sait que la quantité d'argent ou de valeurs représentatives, est en soi indifférente dans un État, car si vous augmentez ou si vous diminuez de moitié cette quantité, on payera les mêmes choses avec la moitié plus ou la moitié moins de valeur représenta-

Eh ! qu'importent ces avantages ;

tive ; et dans le fond, le *moins* d'argent paroît plus commode que le *plus* pour le commerce intérieur, parce que le transport de l'argent est plus facile ; et certainement il est plus avantageux quant au commerce extérieur, parce que la main-d'œuvre est moins chère.

C'est l'action subite dans l'augmentation, ou la diminution du numéraire qui est dangereuse ; mais la rareté du numéraire est si peu la cause actuelle de nos maux, que si vous versiez un milliar de plus en France, en augmentant encore la défiance dans les ames, ce seroit un milliar de plus arrêté et enfoui. Changez au contraire la disposition des cœurs, rétablissez l'ordre et la confiance, et retranchez, si vous voulez, deux cents millions encore du numéraire qui nous reste, et vous verrez que dans la rapidité de la circulation, ce retranchement du numéraire ne sera point apperçu.

Dire que le papier est trop abondant me paroît encore une erreur. Le papier ne seroit point trop abondant, si la confiance lui imprimoit une valeur aussi fixe, aussi réelle qu'à la monnoie ; alors le papier seroit vraiment monnoie lui-même.

Il n'y a donc qu'une cause de nos maux ; c'est la défiance publique, c'est l'anéantissement général de la sécurité sur tous les genres de fortune ; de-là la suppression de toutes les dépenses qui ne sont pas étroitement nécessaires, et le ralentissement proportionnel de la circulation. Voilà ce qui a produit tout-à-coup une espèce de paralysie dans l'État ; mais si la cause unique du mal est dans la défiance, effet inévitable du désordre, où chercher le remède, si non dans l'ordre d'où peut naître la confiance et la sécurité générale ?

Monsieur ? les produits de la terre et de l'industrie n'ont qu'un aliment, c'est la circulation de la monnoie, et cette circulation n'a qu'un mobile, c'est la dépense de ceux qui possèdent l'argent: et quelle est l'ame de ces dépenses ? la confiance, la sécurité de chacun dans ses propriétés; la certitude des retours et des équivalens de toute nature : glacez dans les cœurs la confiance, par l'effroi sur les fortunes, sur l'ordre public qui en protége l'usage, et vous arrêterez tout-à-coup la sève de cet arbre immense, objet de l'envie de ses voisins, chargé des plus heureux fruits de la nature, comme des plus beaux de l'industrie ; et il ne sera pas impossible que ces fruits périssent sur une tige languissante et tout-à-coup desséchée dans ses racines.

La banqueroute est impossible, parce que nous avons devant nous les impositions des ci-devant privilégiés.

Un objet de 10 ou 15 millions.

Nous avons devant nous, l'avenir,

les siècles, la liberté, l'agriculture soulagée, l'industrie délivrée de ses chaînes, et tout ce que promet une bonne constitution.

Est-ce une dérision, Monsieur ? vous nous promettez *les siècles et l'avenir*, quand nous périssons faute d'une ressource présente ! rappelez-vous, de grâce, l'éloquente pétition de quelques citoyens du district des Minimes ; se contentent-ils des *siècles*, *de l'avenir*, de la liberté même ? non, ils veulent encore et dès-à-présent le bonheur, ils veulent l'aisance qui est le droit de plusieurs, et la sécurité qui est le droit de tous. Les hommes qui ont exprimé ces vérités courageuses, croient-ils comme vous la *banqueroute impossible ?*

En un mot, Monsieur, voici le nœud : deux cents millions d'intérêts payés par l'Etat à ses créanciers y circuloient annuellement, et cette somme énorme étoit en tout ou en partie, l'aliment et la ressource de cinq ou six millions peut-être de citoyens : aujourd'hui que

cette

cette circulation est supprimée, tous ces hommes dont elle soutenoit plus ou moins la fortune, périssent ou languissent ; comment ferez-vous pour rendre aux uns la force, à d'autres la vie même ? irez-vous parler à ces misérables de *siècle et d'avenir ?* leur *siècle*, c'est un jour sans travail et sans pain ; et leur *avenir*, c'est demain, la misère et la mort. (*)

(*) En supposant que la distribution générale de tous les revenus du royaume ne donne à chaque Français que 100 livres par année ; il paroît que la circulation de 200 millions feroit l'entière subsistance de deux millions de personnes ; et feroit la moitié de la dépense de 4 millions, etc. Supprimez tout à coup cette circulation, ou bien deux millions périssent tout à fait, ou 4 millions périssent à moitié, ou 8 millions éprouvent le retranchement d'un quart de leur revenu ; l'influence de cette suppression subite se varie de mille manières plus ou moins funestes. Les personnes qui s'imaginent que la banqueroute, ou la cessation des paiemens n'est qu'un malheur particulier aux créanciers de l'État, se trompent étrangement ; ce malheur est vraiment général, tous les genres de produits et de richesses en reçoivent une atteinte subite, et ce désordre survenant au milieu d'un autre désordre, on ne sauroit en assigner le degré ni le terme.

Peut-être est-il indifférent pour le bonheur géné-

La banqueroute est impossible, (je suis toujours votre discours), *parce que nous ne sommes pas obligés de payer le capital de notre dette ; parce qu'une bonne partie de ce capital s'éteint insensiblement.*

Il est certain, Monsieur, que sitôt qu'il aura plu aux créanciers viagers de l'Etat, à ces maudites trente têtes genevoises sur-tout, et aux ecclésiastiques importuns, de mourir, nous serons passablement à notre aise ; mais comme ce sont tous gens à qui il plaira de vivre, dix, vingt et trente années, ne fût-ce que pour nous faire enrager, il faut, s'il vous plaît, pourvoir au temps présent : *on ne vit pas d'espérance.* Jamais

---

ral d'une société civile, que les citoyens soient riches ou pauvres ; mais ce qui ne l'est pas ; c'est que le passage de la richesse à la pauvreté ne soit jamais subit, il faut qu'il vienne du changement insensible des mœurs et non de la violence des événemens.

La seule législature de *Lycurgue* fait une exception à cette règle de prudence, comme elle en fait une à toute la politique humaine ; mais Lycurgue à coup sûr n'auroit pas tenté d'établir Lacédémone à Paris.

ce proverbe ne fut mieux appliqué qu'à votre discours, lequel est vraiment la boîte à Pandore ; vous en chassez tous les maux et vous gardez l'espérance.

La banqueroute est impossible, parce que nous ne devons en capital que six ou sept années de nos revenus ordinaires.

J'ai l'honneur de vous représenter, Monsieur, qu'un particulier avec 20 mille livres de rente, et cent cinquante mille de dette, fera infailliblement banqueroute, si d'un côté, ses fermiers ne le paient pas ; et si, de l'autre, il ne trouve point à emprunter.

Quoi donc, vous écriez-vous, *un État voisin, dont le capital de la dette surpasse la valeur entière du royaume, si ce royaume étoit en vente ; quoi, ce pays est sans alarmes ! que dis-je ? il fleurit, il prospère par-dessus tous les autres peuples, et nous, nous croirons que l'Etat est perdu !*

Daignez y faire quelque attention, Monsieur, vous ne rentrez point dans la question : il ne s'agit que du moment

présent, et vous nous parlez d'abord du passé, ensuite de l'avenir; il ne s'agit que de nous, et vous nous parlez des autres.

Que diriez-vous d'un chirurgien, qu'on appelleroit pour un homme robuste, mais blessé d'un grand coup d'épée au travers du corps, et qui sans sonder exactement la plaie, sans examiner si elle n'offense point des parties nobles, diroit aux amis, aux parens, à la femme, aux enfans du malade rassemblés autour de son lit, avides et tremblans de ce qu'ils vont entendre : *rassurez-vous, le malade vivra, et même plus brillant de santé que jamais : il vivra par trois raisons; la première, parce qu'il a vécu très-bien portant jusqu'à ce coup d'épée; la seconde, parce que son voisin, que nous connoissons tous, et naturellement moins robuste que lui, est à l'heure que je vous parle, plein de force et d'embonpoint; la troisième raison, est que le malade est parfaitement constitué; et qu'à ce coup d'épée près, la nature*

semble l'avoir fait exprès pour vivre long-temps ?

Eh ! Monsieur, s'écrieroit quelque parent sensé, vous augmentez nos regrets sur la perte menaçante de celui que nous chérissons tous, mais vous ne diminuez pas nos alarmes sur le danger de sa blessure : cessez de nous raconter ce qu'il étoit, ce qu'il peut être ; nous vous demandons encore moins des nouvelles de son voisin ; dites-nous pourquoi sa blessure n'est point mortelle, dites-nous quand et comment il pourra guérir.

Ces comparaisons, Monsieur, entre les finances de la France, et celles de l'Angleterre, outre qu'elles sont devenues fort triviales, sont presque toujours fautives ; daignez vous rappeler ce qu'en a dit, dans son estimable ouvrage sur les finances, un ministre à qui vous avez rendu justice, et qu'on va maintenant calomnier selon l'usage ; un ministre dont la réputation paroît destinée à passer sans intervalle par tous

les extrêmes, et qui seroit bien malheureux si l'approbation de sa conscience n'étoit pas un bien plus solide que la frivole renommée dont les hommes disposent ; M. Necker, enfin,

D'après ces idées qui me paroissent très-justes, il faudroit comparer le poids actuel des impôs sur le peuple français, au poids des impôts sur le peuple anglais, et ce rapport n'est point déterminé par la différence numérique entre les impôts de la France et ceux de l'Angleterre ; mais par la différence dans les forces de chaque peuple. Un homme affoibli par une maladie violente, peut à peine supporter un poids qu'un homme sain et vigoureux soulève sans efforts.

Il faudroit comparer l'état actuel des manufactures et du commerce des deux peuples ; la facilité respective des recouvremens ; la vigueur ou la modération des moyens dont on use envers les contribuables ; il faudroit enfin com-

parer l'état d'aisance et de misère où se trouve chaque peuple.

Dans le temps, Monsieur, où notre gouvernement payoit encore les intérêts de ses dettes avec quelque exactitude, où par conséquent les citoyens recevant et rendant annuellement la somme immense de 200 millions, cette circulation animoit l'industrie, en augmentant l'aisance générale ; dans ce temps, dis-je, on calculoit que la répartition des revenus de la France, en ne lui supposant même que 20 millions d'habitans, ne laissait qu'environ cent livres à chacun ; tandis que la même répartition des revenus de l'Angleterre donnoit, je crois, cent quatre-vingt livres à chaque Anglais.

Or, Monsieur, si dans ce temps où la circulation de nos richesses étoit le plus active, on trouvoit une différence si grande de l'Anglais à nous ; seroit-il donc impossible qu'en ce moment d'épuisement subit pour la France, et de la plus grande prospé-

rité pour le commerce de l'Angleterre ; l'Anglais vécût et le Français fût menacé de périr, ou de languir long-temps ?

Je sais bien que vous nous assurez tout de suite que *les Français ne peuvent ni ne doivent périr.*

Mais je vous avoue, que je ne puis guère recevoir cette magnifique promesse, que sur le pied d'un oracle, car je ne la conçois pas.

En effet, signifie-t-elle, que les Français auront toujours leurs terres, que la plupart auront toujours le même degré de fertilité, qu'elles ne cesseront point d'être propres à une grande variété de productions?

Assurément je le crois comme vous ; rien de cela ne périra, du moins de long-temps ; mais ce n'est pas ce que vous avez voulu dire.

Entendez-vous que ces terres verront toujours des habitans, soit Welches, soit Gaulois, soit Français ? tout cela me paroît encore infiniment probable :

mais ce n'est pas ce que vous avez voulu dire.

Voudriez-vous assurer, par ces paroles, que la forme du gouvernement monarchique *ne peut ni ne doit périr* parmi les Français?

Je vous répondrois, Monsieur, que cela s'est dit à Rome, à Athènes, à Sparte, à Babylone, par-tout enfin; et que pourtant à Rome, à Athènes, à Sparte, à Babylone, et par-tout, les gouvernemens ont péri : je vous répondrois, que le premier mai 1789, et même le 30 septembre de la même année, j'aurois juré que la monarchie française ne périroit pas, mais que le 5 et le 6 octobre je ne l'aurois pas seulement gagé.

Voulez-vous dire, que plus de trois cent mille ouvriers qui maintenant sollicitent vainement du travail en France, *ne peuvent ni ne doivent périr*: Hélas! Monsieur, j'en accepte l'augure; mais, en attendant, je prendrai la

liberté de vous représenter qu'une prophétie n'est pas une aumône.

Avez-vous voulu dire enfin, que l'agriculture, l'industrie, le commerce, ne doivent ni ne peuvent périr en France ?

J'ose croire modestement que, selon le cours des choses humaines, les enfans peuvent voir périr ce que leurs aïeux ont vu naître ; et j'avoue, de nouveau, que le mot *impossible* et ses équivalens, ne sont point du tout à mon usage.

Je vous demande en effet, Monsieur, si dans un grand Etat dont toutes les parties s'étoient, depuis plusieurs siècles, ordonnées sur le plan de la plus extrême inégalité dans les rangs et les richesses ; un Etat où presque tout n'étoit animé que par les dépenses du luxe, une secousse subite qui écrase les rangs, porte atteinte à toutes les richesses, épouvante le luxe, le rend inutile et même dangereux, suspend enfin tout à coup la circulation qui

fait la vie de l'Etat ; je vous demande si cet événement violent, n'expose pas aux plus grands périls, le commerce, l'industrie, et l'agriculture même.

Ah ! Monsieur, pardonnez ce cri qui m'échappe sans cesse avec douleur ; vous n'avez pas voulu, croire *Montesquieu ;* vous n'avez pas voulu croire *Mabli ;* vous n'avez pas voulu croire, *Rousseau* même ; tous ces hommes vous défendoient les *actions subites ;* la sagesse, l'expérience éternelle du caractère français vous les défendoient bien davantage : et maintenant, écoutez l'univers ; il dit : *voilà bien l'impétuosité des Français ; ils étoient abattus sous le despotisme, et ils ne se relèvent que pour se jeter dans l'anarchie ; cette nation ne saura donc jamais résider dans les justes milieux !*

En songeant à nos maux, à leurs causes, à leurs suites, à leur véritable remède actuel, mon imagination, Monsieur, a formé un rêve allégorique, que je ne puis m'empêcher de vous raconter :

il est si naturel, aujourd'hui, de prendre nos réalités pour des rêves, qu'on peut bien donner aussi ces rêves pour une réalité : voici le mien ; il sera court et clair.

Du milieu d'une plaine fertile et magnifique, je voyois s'élever une haute montagne, environnée de plusieurs collines qui sembloient s'abaisser devant elle : mais, par une fatalité commune, du sein et de la cime de ce vaste rocher dominant, s'élançoit un volcan qui épouvantoit et même ravageoit souvent les campagnes.

Il est vrai que la bienfaisante nature, à l'aide de la main du temps, et du travail obstiné des hommes, changeoit insensiblement la lâve brûlante en terre fertile ; et l'on voyoit la matière d'un feu dévorant, devenir quelquefois un engrais fécond.

Les habitans des collines, sans s'inquiéter des irruptions du cratère, qui les menaçoient plus que les autres, disoient souvent, en contemplant cette

belle plaine que leurs yeux dominoient : ces campagnes seront toujours riantes ; elles seront toujours couvertes des mêmes fruits. Ils tenoient ce langage, lorsque tout-à-coup un tremblement de terre, ébranlant cette plaine toute entière, et l'agitant dans toutes ses parties, attaqua sur-tout par des secousses violentes et rapides, la montagne au volcan, et l'ébranlant de sa base au sommet, vingt fois elle parut sur le point de s'engloutir et de disparoître.

Dans le même temps, la face entière de ces belles campagnes est changée ; les rivières, les ruisseaux engloutis tout-à-coup, laissent à peine discerner leurs lits entr'ouverts et desséchés ; les monts, les collines affaissés, semblent avoir roulé dans les vallées, et celles-ci se soulèvent en montagnes nouvelles : pendant que l'effroi couvre cette terre agitée, que les uns fuient, que les autres tâchent de se dégager, en soulevant les débris qui les accablent, des brigands pleins d'ivresse et de joie,

accourent pour accroître le désordre et la misère ; ils poursuivent ceux qui s'enfuient ; ils achèvent d'écraser ceux qui n'étoient que blessés par leurs ruines ; et pour comble de maux, une partie du peuple même se joint à ces scélérats, et semble vouloir se faire une profession nouvelle de nuire ; on eût dit que la nation entière se divisoit en deux parties, dont l'une s'acharnoit à poursuivre l'autre pour la détruire.

Un homme d'un esprit aimable, et d'un caractère modéré, mais aigri par les fréquens ravages que les irruptions du volcan avoient fait dans ses domaines, témoin de ce grand événement, ne pouvoit s'empêcher de bénir le ciel au fond de son cœur ; et voyant ceux qui s'enfuyoient avec terreur, en maudissant leurs concitoyens devenus leurs assassins, il leur cria :

« Hommes ingrats et lâches, où » fuyez-vous ? et pourquoi maudissez-» vous ainsi vos frères ? bénissez plutôt » la nature, et poussez des cris de joie :

» ne voyez-vous pas que ce volcan qui
» désoloit vos campagnes, affaissé,
» comblé par ses propres ruines, ne
» jettera désormais plus de flammes ?
» Vos terres sont bouleversées, mais
» elles n'en seront que plus fertiles ; les
» vallées sont comblées par les mon-
» tagnes, vous semerez sur ces plaines
» nouvelles ; les fleuves, les ruisseaux
» sont engloutis, mais sont-ils perdus ?
» remontez à leur source, et pratiquez-
» leur des lits nouveaux, plus commodes
» et plus directs ; le ciel en soit béni :
» heureux habitans de cette terre agitée,
» vous voilà plus riches et plus fortunés
» que jamais ».

Les fugitifs indigens s'arrêtèrent pour écouter cet homme ; et quand il eut fini, ils lui demandèrent, en pleurant, du travail et du pain ; ils lui disoient : *Domine, fac isti lapides panem fiant.* Hélas ! mon cher Monsieur, changez ces ruines en pain.

A l'instant survint un autre homme

moins éloquent, mais plus sage peut-être, qui leur dit : « Mes amis, ce n'est » plus le moment, ni de pleurer, ni de » se réjouir, ni de parler vainement, » encore moins de vous disputer avec » fureur; c'est le moment d'agir; hâtez-» vous d'abord de vous nommer un chef » qui vous dirige et vous contienne; » sous ses ordres, vous dissiperez » comme la poussière, ces brigands » indisciplinés, et vous ramènerez à » vous ce peuple qui les suit avec une » stupide fureur; alors plus unis que » jamais sous ce chef qui veillera à » l'observation des lois que vous vous » donnerez, vous pourrez vous livrer » en paix aux travaux qui d'abord écar-» teront de vous l'indigence, et bientôt » vous ramèneront la richesse; c'est » alors, en effet, que sous les yeux de » ce chef ou de ses agens, vous semerez » vos nouvelles plaines plus fertiles » peut-être qu'auparavant; alors vous » forcerez les ruisseaux, les fleuves, » à sortir de dessous terre, et vous les

» dirigerez

» dirigerez pour arroser, pour enrichir,
» pour embellir vos campagnes.

» Mais, je vous le répète, mes amis,
» et retenez-le bien ; si n'écoutant que
» vos craintes ou votre haine, vous
» agissez sans concert et sans règle ; si
» vos forces sont toujous dispersées, et
» vos sentimens même opposés, vous
» ne serez utiles qu'à vos ennemis, et
» dangereux que pour vous-mêmes.

» Mes amis, il faut aux hommes,
» et sur-tout aux hommes agités par la
» passion, et troublés par le malheur,
» des lois, un chef, de l'ordre et du
» travail ; alors la paix, l'aisance et la
» richesse ne tardent pas à venir ».

Eh bien ! Monsieur, voilà comment je rêve quelquefois qu'on pourroit éviter cette fatale banqueroute, et rétablir la richesse publique en rétablissant l'ordre public.

Il s'agit de fixer enfin la nature de notre gouvernement, non par des paroles et des promesses, mais par des actes réels, mais par des effets évidens ;

il s'agit de ramener, dans le lit de la monarchie, toutes ces opinions qui s'égarent au loin, incertaines dans leur cours ; il s'agit, en un mot, de rendre au Monarque la plénitude du pouvoir *exécutif*, qui forme le vrai caractère de son gouvernement, et la plus grande source de son utilité.

C'est après avoir réuni dans un seul point toutes les opinions des sujets, et les pouvoirs des Magistrats, c'est-à-dire toutes les forces physiques et morales, que vous verrez renaître, sans doute, les fruits infaillibles de l'union, l'ordre, la paix, la sécurité dans les jouissances, l'abondance dans les travaux, et bientôt celle des productions et des richesses : c'est sous cette influence heureuse et générale que pourront prospérer les projets de *finances*, comme un arbre prospère quand il enfonce ses racines dans un terrein doux et fertile, et se dessèche quand il rencontre par-tout le sable mouvant et le dur rocher.

Observez-le bien, Monsieur ; de toutes nos institutions modernes, les finances sont celles dont les ramifications étendues et déliées s'attachent le plus fortement à toutes les branches de l'ordre public, en se repliant sur elles dans tous les sens ; n'espérez donc jamais que cette plante nouvelle et parasite, puisse s'élever seule, et sans ce grand soutien.

Quelle bizarre entreprise ! vous voulez remonter péniblement de l'établissement des pouvoirs subordonnés, à celui du pouvoir exécutif suprême ! que ne descendez-vous avec facilité de l'institution du pouvoir suprême, à celle des pouvoirs subordonnés ? Ainsi, vous tâchez de remonter un torrent, au lieu de suivre le cours paisible d'un fleuve : savez-vous, Monsieur, ce que disent les gens lents qui vous regardent du rivage ? *Voilà des hommes qui ne veulent point arriver au terme où ils font semblant d'aller.* C'est une calomnie, vous écrierez-vous : point du tout ;

c'est tout au plus une erreur de jugement, dont vous êtes la cause.

En un mot, Monsieur, revenons à cette vérité capitale : établissez l'ordre de la constitution générale, si vous voulez rétablir celui des institutions particulières, et ne travaillez point au comble de l'édifice, quand au lieu de fondemens vous avez à peine de simples étais pour le soutenir.

Tel étoit donc Monsieur, ce moyen d'éviter la *banqueroute*, que vous n'avez point dit, et que je propose hautement : c'est le rétablissement complet *du pouvoir exécutif.*

Je sais bien que des fanatiques, ignorans ou hypocrites, ne manqueront pas de m'appeler *aristocrate*, et moi je ne manquerai pas de les appeler tout bas, si je ne le puis tout haut, des *fanatiques, ignorans ou hypocrites.*

Car le fanatisme et l'hypocrisie, ces deux poisons si violens de l'ame, loin de s'exclure, comme il le sembleroit, se combinent à merveille, dans le même

cœur, pour y former un venin plus subtil ; le fanatisme fournit à l'éloquence, et l'hypocrisie fait sa dépense en intrigues.

Je sais bien encore, Monsieur, que pour autoriser ces cris contre le rétablissement du pouvoir exécutif, on affecte de craindre une *contre-révolution :* mais soyons enfin de bonne foi ; veillons-nous, ou rêvons-nous ? quoi ! venir nous parler de *contre-révolution* devant une armée soldée de cent cinquante mille soldats, qui tous avouent et désirent même la révolution !

Parler d'une *contre-révolution* devant une autre armée de cinq ou six cents mille gardes nationales, qui tous bénissent la révolution.

Parler d'une *contre-révolution*, entre une Nation toute entière triomphante d'un côté, et quelques grands Seigneurs, quelques Magistrats, quelques Financiers, quelques Prêtres consternés, de l'autre : en vérité, ce langage ne semble permis qu'à quelques journalistes, qui mangent leur pain à la fumée des

cerveaux ; en d'autres bouches il ne paroîtroit que l'insulte de la dérision, si l'on n'y découvroit le prétexte, et le désir d'écraser quelques ennemis sans défense, et couchés dans la poussière.

Une *contre-révolution !* Ah ! ce n'est pas dans ce premier enthousiasme d'une liberté naissante qu'il la faut craindre ; mais dans la lassitude de l'exercice d'une liberté trop fatigante : ce n'est point les *aristocrates* que le despotisme nous avoit faits, que nous devons redouter à présent, mais ceux qui peuvent naître un jour du sein de notre constitution même.

Oui, la forme de notre ancien gouvernement est, pour long-temps, changée ; mais la nature du cœur humain ne le sera jamais ; et si nous avons abattu quelques ambitieux, nous n'avons pas anéanti l'ambition ; nous n'avons fait que la déplacer. De quelque côté que sorte cette indomptable et furieuse passion, soit du trône, soit d'un sénat,

soit d'une assemblée populaire, elle est également terrible ; et jusqu'à présent tout l'art de la politique humaine n'a pu la dompter que par elle-même : ce n'est qu'en opposant entre eux ceux qui sont dévorés de la soif de dominer, que leurs paisibles concitoyens peuvent espérer quelque bonheur et quelque liberté.

Pardon, Monsieur, mais en éloignant cette ridicule chimère de *contre-révolution*, mon cœur me ramène, malgré moi, à notre constitution nouvelle. Je l'avoue, (et ce sentiment mérite quelqu'indulgence) plus je m'étois flatté d'y trouver le bonheur, et cette vraie liberté dont j'étois idolâtre, plus je suis troublé en croyant n'y découvrir que la discorde, et déjà même entendre de loin le bruit des chaînes qu'elle nous prépare.

Une démocratie, dans une monarchie, me semble toujours un terrible héritage à léguer à nos enfans ; et j'en gémis.

Mais, si je me trompe sur la politique, me tromperois-je aussi sur les sentimens de l'humanité ? et cette révolution auroit-elle jeté le désordre à la fois dans mes affections, comme dans mes idées ? Il ne faut répondre de rien, et moins encore de soi-même que des autres : mais ce sera vous-même encore, Monsieur, que je choisirai pour juge entre mon cœur et vous.

Dans ce moment de fermentation dangereuse, vous avez écrit et parlé publiquement contre les censeurs de l'Assemblée nationale ; vous les avez dénoncés à la nation comme des hommes perfides et pernicieux : cet écrit et cette action de votre part m'ont singulièrement frappés ; et j'ai osé examiner avec discrétion, mais avec franchise, quels étoient, dans cette occasion délicate, les conseils de la vertu, et les lois de la raison. Il me reste encore à vous faire entendre le sentiment de l'humanité ; ce sentiment ne conseille, ni ne commande, il inspire, il entraîne : quand

les entrailles frémissent, on n'a pas besoin de religion, ni de raison, pour sentir qu'on est *homme*. C'est, Monsieur, de cette douce humanité que je voudrois vous parler ; votre naturel l'honore ; se pourroit-il que vos écrits voulussent l'avilir ?

Mais je renvoie ceci à une dernière lettre qui vous débarrassera pour toujours de mes plaintes.